

démocratie

Mensuel publié par le MOC-CIEP pour promouvoir la réflexion critique et les débats de société

| Juin 2019 | N° 6

SOCIÉTÉ



Populisme et crise de la démocratie : les racines du mal

Si les élections européennes du 26 mai n'ont pas débouché sur le raz de marée populiste attendu, la tendance de ces dernières années est claire : les mouvements populistes gagnent du terrain un peu partout en Europe. Les explications de ce phénomène tiennent en de multiples facteurs : défiance grandissante envers les élites, crise de la démocratie représentative, insécurité sociale et économique, hégémonie néolibérale... Décryptage d'une réponse politique perverse à une demande légitime de réappropriation du politique par les citoyen·ne·s.

PAGE 5

SOCIÉTÉ

Les impasses du véganisme

En refusant tout produit d'origine animale, le courant végan propose un nouveau projet de société qui est source d'inquiétudes. Parmi celles-ci, la mainmise du marché végan par les grands groupes agro-industriels. Selon Paul Ariès, soutenir une alimentation éthique et juste passe plutôt par un modèle qui exclut autant la « sale viande » que la « fausse viande ».

PAGE 2

INTERNATIONAL

À la recherche de l'Europe sociale

Le projet européen est de plus en plus remis en cause. Le peu de considération accordée au social depuis les années 2000 n'est sans doute pas étranger à la situation. Lui redonner une place pourrait changer la donne. Éléments d'analyse sur les échecs et succès de l'Europe sociale depuis ses origines jusqu'à nos jours avec Philippe Pochet, directeur de l'ETUI.

PAGE 10

INTERVIEW

Le temps des femmes au Pérou

Le 8 mars dernier, la Belgique vivait sa première grève féministe. Au même moment, partout dans le monde, d'autres femmes se mobilisaient pour faire entendre leur voix, en particulier en Espagne et en Amérique latine. Parmi les témoins de ce vaste mouvement, la journaliste péruvienne Zuliana Lainez que *Démocratie* a rencontrée lors d'une de ses visites à Solidarité mondiale.

PAGE 13

SOCIÉTÉ

Controverse

Les impasses du véganisme

> Paul ARIÈS (*)

Marchés végans, restaurants végans, festivals végans : chez nous, le véganisme a le vent en poupe. Mais en refusant tout produit d'origine animale dans l'assiette comme dans la vie de tous les jours, le courant végan propose en fait un nouveau projet de société qui est source d'inquiétudes pour de nombreuses raisons qu'ignorent souvent les végans eux-mêmes. Parmi celles-ci, la mainmise du marché végan par les grands groupes agro-industriels. Soutenir une alimentation éthique et juste passe plutôt par un modèle qui exclut autant la « sale viande » que la « fausse viande ».

Le choix de ne pas manger de produits animaux est à titre individuel aussi légitime que celui d'en manger. Ce qui est problématique c'est la volonté d'interdire toute forme d'élevage et toute consommation de produits animaux. Le véganisme n'est pas une façon plus moderne de se dire végétarien ni même végétalien¹. Le véganisme est une idéologie politique totalitaire, bien avant d'être un régime alimentaire. Il est le cheval de Troie du courant antispéciste et l'allié objectif des biotechnologies alimentaires. Beaucoup de végan·e·s qui y adhèrent ne connaissent pas les fondements et encore moins les menaces que ce système fait peser sur l'agriculture et la souveraineté alimentaire des peuples du monde.

Pourquoi le succès actuel du véganisme ?

Il y a, selon nous, trois grandes raisons au succès actuel du véganisme, qui risque fort de ne pas être simplement une mode. En premier lieu, le véganisme propose un nouveau projet de société. Les grandes utopies du XX^e siècle (socialisme stalinien, social-démocratie reconvertie en social-libéralisme, mouvement coopératif, etc.) ont fait faillite. Or la nature ayant horreur du vide, le véganisme occupe cette place. Le véganisme est d'abord et surtout une idéologie politique caractéristique des milieux urbains « bobos ». C'est un phénomène occidental, lié à la perte des liens avec la nature, avec notamment les animaux non domestiques.

Le véganisme se développe aussi parce qu'il a incontestablement une dimension religieuse—incarnée par l'antispécisme—dans une société sécularisée. Il raisonne en termes de Bien et de Mal. Il appelle à la conversion. Il regroupe les « nouveaux

parfaits », les nouveaux cathares. Il possède sa police des mœurs. Il n'a de cesse de faire la chasse aux mécréants et aux infidèles. En ce sens, il satisfait aux conditions qui caractérisent les idéologies totalitaires qui visent un contrôle total sur l'individu.

La dernière raison pour laquelle le véganisme risque de se développer c'est qu'il est en phase avec les nouvelles possibilités qu'apportent les biotechnologies alimentaires et la volonté des grands lobbies d'en finir avec l'élevage. Ces lobbies ont besoin, pour cela, de diaboliser toutes les formes d'élevage et de travail des animaux.

Vers une e-agriculture

La production animale industrielle, ce n'est plus de l'élevage, de même que les OGM ne sont plus de l'agriculture paysanne. Ce modèle productiviste est d'ailleurs intenable. Les pertes sont de l'ordre de 18 à 40 % du chiffre d'affaires². La maladie de la vache folle a coûté plus de 1.200 milliards de dollars. Les industriels ont pensé imposer la viande clonée mais les consommateurs n'en veulent pas. Ils souhaitent, désormais, en finir avec la vraie viande, le vrai fromage, le vrai lait, les vrais œufs, et surtout les vrai·e·s éleveur·euse·s, pour imposer, par exemple, les « fausses viandes » fabriquées à partir de cellules souches.

On trouve déjà derrière ces projets d'agriculture cellulaire les dirigeants des GAFA, ceux de Google, Amazone, Facebook, Microsoft. On croise aussi les plus grands responsables de la « sale » viande comme la firme Tyson Foods, premier producteur mondial de volailles, de porcs, de bœufs qui annonce vouloir devenir, comme Nestlé, une entreprise végane... L'Europe n'est pas en reste : le financier européen le plus important, Jeremy Col-

1. Le végétarisme, c'est le refus de consommer de la viande, le végétalisme c'est le refus de consommer également les sous-produits animaux (miel, beurre, lait, œufs). Le véganisme c'est en plus de tout cela, le refus de porter des pulls en laine, des chaussures en cuir, bref de tout usage des animaux. C'est pourquoi les plus conséquents refusent les chiens d'assistance (secours, aveugles) et les campagnes de dératissage.

2. Par exemple, la lutte contre les épizooties représente 17 % du chiffre d'affaires de l'industrie de l'élevage et atteint plus de 50 % dans certains pays du Sud.

ler, a réuni un consortium de 2,4 billions de dollars (c'est-à-dire des milliers de milliards !) pour imposer le secteur des fausses viandes, grâce au réseau FAIRR. Le véganisme est donc bien soluble mais dans le capitalisme biotech, comme le reconnaît Peter Singer, philosophe et auteur du livre-manifeste *Libération animale*, dans son éloge d'Henry Spira, le fondateur d'Animal Rights International, lequel a pactisé avec les grandes firmes (McDonald, KFC, etc.) suscitant la colère des militant·e·s de base s'estimant dupé·e·s. Ils-elles avaient raison !

Les végan·e·s sont-ils des super écolos ?

Les fameux «Lundis sans viande» ne sont pas nécessairement plus écolos car remplacer de la viande issue de l'élevage fermier par des céréales industrielles serait très mauvais pour les paysans, les mangeurs et la planète !

Les végans conséquents, à savoir les militants de l'antispécisme, le disent ouvertement : ils ne sont pas des écolos. Ils haïssent l'écologie et les écologistes. David Olivier, un des fondateurs des *Cahiers antispécistes*, signe dès 1988 un texte *Pourquoi je*

ne suis pas écologiste. Il confirme (et il a raison) en 2015 dans *Véganes* : «Nous voyons l'antispécisme et l'écologisme comme largement antagonistes». Yves Bonnardel, cofondateur de la même revue, ajoute que le symbole de la nature serait la prédation. D'autres, comme Brian Tomasik, cofondateur du Fundational Research Institute, précisent que la prédation humaine ne serait qu'une goutte d'eau dans toute la prédation animale (le lion qui mange la gazelle, le chat qui dévore la souris, d'où la vogue de faire des chats végans). C'est pourquoi ces végan·e·s proposent de modifier génétiquement les espèces animales, voire d'éradiquer les espèces prédatrices. Les végan·e·s ne sont donc pas du côté de la défense de la biodiversité animale mais de sa réduction. Certains vont même un pas plus loin, niant l'unité du genre humain. Peter Singer soutient l'idée d'une égalité entre tous les animaux, humains compris. Ceci peut sembler sympathique, sauf si elle conduit à remettre en cause l'égalité entre tous les humains. Singer nous dit qu'en raison de sa capacité à souffrir, ou à ressentir, un jeune chiot valide serait plus digne d'intérêt qu'un jeune nourrisson, qu'un grand handicapé, qu'un vieillard sénile.



La *Lettre ouverte aux mangeurs de viande* de Paul Ariès participe à la construction d'une réponse collective au véganisme politique. Elle a été écrite dans le cadre d'un appel pour défendre l'élevage paysan et les animaux de ferme. Celui-ci a été signé, par des acteurs que personne ne peut soupçonner d'être «vendus» au lobby de l'industrie de la «sale» viande: la Confédération paysanne, Nature & Progrès, la FUGEA et des grandes figures de l'écologie, de l'altermondialisme et de la solidarité nord-sud...

L'élevage est-il responsable de tous les maux dont on l'accuse ?

Il n'est pas discutable que l'élevage contribue significativement aux changements environnementaux que nous observons sur la planète. Cet état de fait n'est pas nouveau. Par exemple, des dégradations des écosystèmes datant de l'âge du fer ont été documentées dans les Alpes françaises. On ne mange pas plus de viande aujourd'hui par personne que ne mangeaient les chasseurs-cueilleurs de la préhistoire¹. Ce qui est nouveau et qui appelle à une réduction de la consommation en produits animaux dans les sociétés nanties du globe, c'est l'amplitude des impacts et leur globalité.

L'altération anthropique provoquée, entre autres par l'élevage, concerne plus de la moitié des écosystèmes. Toutefois, cet impact environnemental ne justifie pas l'abolition pure et simple de l'élevage comme le réclament, sous couvert d'écologie, les milieux militants végans. Ne fut-ce que parce que l'agriculture sans l'élevage perdrait 1,3 million d'hectares, non cultivables, sur les 5 mil-

liards d'hectares consacrés à la production alimentaire², parce qu'une prairie agit comme un piège de carbone atmosphérique, parce que l'agriculture est plus productive si elle est adéquatement intégrée à l'élevage³, parce qu'au-delà des protéines et de la vitamine B12, ce n'est qu'en consommant des produits animaux en plus des produits végétaux que nos besoins en fer, zinc, calcium, et vitamine A pour nous maintenir en bonne santé peuvent être satisfaits à partir d'une alimentation naturelle ou encore parce que l'élevage soutient les modes de vie de plus de 750 millions de personnes, parmi les plus pauvres de la planète⁴.

Dès l'aube de l'humanité, les animaux ont occupé une place essentielle dans nos sociétés. De nombreuses études établissent le lien entre développement de l'encéphale dans le genre Homo et la consommation de viande. À un point tel qu'il y a 1,5 million d'années, nos ancêtres y étaient devenus dépendants⁵. D'un rapport proie-prédateur, la domestication de nos futurs animaux d'élevage il

1. H. KAPLAN, K. HILL, J. LANCASTER, et al. «A theory of human life history evolution: Diet, intelligence, and longevity», *Evolutionary Anthropology: Issues, News, and Reviews: Issues, News, and Reviews*, 2000, vol. 9, n° 4, pp. 156-185.
2. A. MOTTET, C. DE HAAN, A. FALCUCCI, et al. «Livestock: On our plates or eating at our table? A new analysis of the feed/food debate», *Global Food Security*, 2017, vol. 14, pp. 1-8.
3. H. HE. VAN ZANTEN, M. HERRERO, O. VAN HAL, et al. «Defining a land boundary for sustainable livestock consumption», *Global change biology*, 2018, vol. 24, n° 9, pp. 4185-4194.
4. D. GRACE, J. LINDAHL, F. WANYOIKE, et al. «Poor livestock keepers: ecosystem-poverty-health interactions», *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Sciences*, 2017, vol. 372, n° 1725, p. 20160166.
5. M. DOMÍNGUEZ-RODRIGO, T.R. PICKERING, F. DIEZ-MARTÍN, et al. «Earliest porotic hyperostosis on a 1.5-million-year-old hominin, Olduvai Gorge, Tanzania», *PLoS one*, 2012, vol. 7, n° 10, p.46414

Tout·e·s les végan·e·s veulent donc supprimer les animaux d'élevage. Certain·e·s envisagent de supprimer les animaux de compagnie. D'autres souhaitent même éradiquer les animaux sauvages prédateurs car la vie dans la nature serait surtout une souffrance. Les catégories de pensée des



Les catégories de pensée des végan·e·s sont contraires à celles de toutes les familles d'écologistes.



végan·e·s sont donc contraires à celles de toutes les familles d'écologistes. Les végan·e·s ne pensent pas ni en termes d'écosystème, ni d'espèces mais d'individus. Les antispécistes les plus assumé·e·s reconnaissent que les droits des animaux sont, à leurs yeux, contraires aux droits de la nature. En ce sens, l'agenda végan rejoint celui du productivisme agroindustriel car ils ne sont ni du côté de l'agriculture paysanne ni de l'élevage fermier.

y a 13.000 ans, y compris celle du chien qui l'a précédée de peu (23.000 ans tout de même...), a complètement modifié le lien organique que les humains avaient avec les animaux. Certains d'entre nous ont même muté génétiquement pour pouvoir boire le lait de nos ruminants⁶.

À chaque innovation permettant une augmentation de la production agricole et une réduction de la mortalité des populations humaines, on observe un lien avec l'élevage. Le problème, c'est que depuis Adam Smith et la modification sémantique, mais lourde de sens, « d'élevage » en « productions animales », on a questionné, dans l'agriculture industrielle, le lien nécessaire entre les cultures et l'élevage et on est entré dans une logique purement productiviste. Poussées par ce productivisme, les activités se sont spécialisées, et leurs interactions se sont limitées à des échanges de flux (résidus de cultures, fumier), pour autant qu'ils soient justifiés économiquement. Cette industrialisation, qui s'appuie sur l'animal-machine de Descartes, déshumanise le rapport aux animaux et réduit ceux-ci à leur valeur marchande et d'usage. Cette vision des relations aux animaux autorise dès lors tous les abus à leur encontre dénoncés par les végan·e·s.

Pourtant, de nombreux·euses éleveur·euse·s aujourd'hui sont conscient·e·s que leurs animaux ont une valeur en eux-mêmes et pour eux-mêmes

Devenir des mangeurs éclairés

Pour être écologiste et soutenir une alimentation éthique et juste, disons aux omnivores : « devenez des mangeur·euse·s consciencieux·euses, soyez aussi exigeant·e·s concernant votre alimentation carnée que végétale. Combattez avec la même fougue les lobbies de la viande, les lobbies des céréales et les lobbies financiers qui envahissent le secteur agricole ». Disons aux vrais défenseurs des animaux : « ouvrez les yeux, les thèses des végan·e·s ne sont pas les vôtres. Nous pouvons travailler ensemble pour inventer un élevage fermier comme nous travaillons ensemble pour combattre les OGM, les nanoaliments, l'irradiation des aliments, etc. Soutenons les abattoirs de proximité et l'abattage à la ferme, deux outils d'une agriculture paysanne relocalisée ». Disons à la gauche et aux écolos : « n'écoutez pas les milieux végans, ni les idéologues du Forum économique de Davos, n'acceptez pas de laisser dépolitiser la question alimentaire, la responsabilité des méfaits actuels n'incombe pas à un régime alimentaire omnivore mais à un système économique, au capitalisme, au choix du productivisme ». #

(*) **Politologue, écologiste**

et s'opposent *de facto* à la vision purement zootecnicienne qui « vise l'utile et non le beau »⁷. En plus de ses limites éthiques, l'industrialisation a clairement montré ses limites environnementales.

La vraie opposition

Souhaitons-nous poursuivre dans cette fuite en avant et supprimer l'élevage et les éleveur·euse·s qui vivent pleinement leur engagement vis-à-vis de leurs animaux, pour consommer des produits de substitution hautement transformés ? Ou voulons-nous réécrire un contrat social avec les éleveur·euse·s-paysan·ne·s ? Ceux·celles-ci sont capables de repenser un élevage durable et de le reconnecter à l'agriculture en appliquant les approches agroécologiques, sans nier les possibilités offertes par les nouvelles technologies, à condition qu'elles se mettent au service de l'Homme et dans le respect de l'animal, afin de rendre à l'élevage ses lettres de noblesse.

Bref, la vraie opposition, comme le dit Paul Ariès, ne se situe pas entre protéines animales et protéines végétales mais entre production industrielle de protéines animales et végétales d'une part et agriculture et élevage paysans d'autre part. #

Jérôme BINDELLE,
professeur en agronomie à l'ULiège


6. A. CURRY, « Archaeology: the milk revolution. » *Nature News*, 2013, vol. 500, n° 7460, p. 20.

7. J. PORCHER, *Vivre avec les animaux. Une utopie pour le XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2011.



© Blandine Le Cain

Les partis populistes aiment mettre en avant la figure du tribun pour convaincre les foules.

 SOCIÉTÉ

Populisme et crise de la démocratie : les racines du mal

> Frédéric LIGOT (*)

Si les élections européennes du 26 mai n'ont pas débouché sur le raz-de-marée populiste attendu, la tendance de ces dernières années est claire : les mouvements populistes gagnent du terrain un peu partout en Europe. Les explications de ce phénomène tiennent en de multiples facteurs : défiance grandissante envers les élites, crise de la démocratie représentative, insécurité sociale et économique, hégémonie néolibérale... Décryptage d'une réponse politique perverse à une demande légitime de réappropriation du politique par les citoyen-ne-s.

La chute du mur de Berlin en 1989 et l'effondrement du bloc soviétique avaient favorisé l'émergence d'un état d'esprit collectif particulièrement optimiste quant à l'avenir de la démocratie : la fin du cycle historique des régimes communistes d'Europe de l'Est devait inaugurer le début d'une ère politique nouvelle consacrant la suprématie normative et l'hégémonie mondiale du régime politique démocratique. Les principes de la démocratie libérale et, conjointement, du libre marché étaient dorénavant appelés à s'imposer comme l'horizon indépassable de la marche politique du

monde. L'histoire était finie¹ et elle se finissait bien.

Il aura fallu peu de temps pour que cette conception béate de l'histoire laisse place à une forme d'appréhension de l'avenir. Dès le début des années 90, des signaux avant-coureurs laissaient déjà présager, dans certains pays européens, que l'histoire était loin d'être terminée, avec le succès électoral inattendu (en Belgique notamment) et parfois durable (comme en France par exemple) de formations politiques d'extrême droite, ou, en Italie, avec l'expérience berlusconienne (1994-2011) qui s'est avérée catastrophique en termes d'aviissement,

des vertus civiques et de délégitimation des institutions démocratiques.

Quoi qu'il en soit, 30 ans après la chute du mur, un faisceau d'événements et d'indicateurs sociaux et politiques laisse à penser que nous traversons une phase historique de récession démocratique dont l'ampleur est telle que certains analystes n'hésitent plus à envisager la possibilité que nous soyons entrés dans une ère « post-démocratique ». Nous serions ainsi arrivés à un moment de bascule où les cadres et les principes de la démocratie libérale, que nous considérons comme des acquis inébranlables depuis la fin de la Seconde Guerre mon-

diale, s'effritent dangereusement, se traduisant par la montée en puissance de formations politiques populistes ou d'extrême droite. Que le cycle démocratique soit arrivé à son terme² apparaît désormais pour certains comme une hypothèse crédible. D'autres lectures sont plus tempérées et rappellent que l'histoire de la démocratie moderne a régulièrement été ponctuée par des moments de contestations et de remises en cause parfois radicales de son fonctionnement, que l'aventure démocratique est par principe indéterminée et donc exposée à des épisodes de reflux momentanés, et que la crise actuelle sera passagère comme toutes les autres.

Toutefois, l'ampleur de la crise fait peu de doute. Elle se signale notamment par une dégradation importante du niveau de confiance des opinions publiques à l'égard des principales institutions de la démocratie représentative et, conjointement, par des scores électoraux d'une ampleur inédite de formations politiques populistes et autoritaires.

Une défiance grandissante

D'une part, les sondages et analyses d'opinions concordent pour souligner une dégradation critique du niveau de confiance des citoyen-ne-s à l'égard des institutions et des fonctions d'intermédiation et de représentation sociale et politique (élus, partis, gouvernements, presse, etc.). Ce n'est manifestement pas tant la démocratie en tant que telle (comme idéal de gouvernement) qui est l'objet de cette vague de défiance que l'efficacité de ses rouages institutionnels et décisionnels. Les griefs sont connus : manque ou absence de prise en compte des problèmes réels des populations, impuissance des autorités publiques à anticiper et à répondre efficacement aux nouveaux enjeux globaux (mondialisation, migrations, environnement...), captation du pouvoir par une « classe politique » fonctionnant en vase clos, opacité des institutions et des mécanismes de prise de décision, collusion d'intérêts entre les élites et des élu-e-s... Ces griefs, qu'ils soient fondés ou non, participent à alimenter un climat général de suspi-

cion, voire de franche hostilité à l'égard de la sphère politique et de ses représentants. Ce climat génère de l'apathie ou des formes de désertion civique (absentéisme et abstentionnisme électoral en hausse, chute du militantisme politique, etc.), voire des souhaits ou des revendications de transition politique de type « déagiste » ou favorables à des régimes politiques plus « autoritaires » par exemple.

D'autre part, et depuis la fin des années 80, les résultats électoraux des formations politiques qualifiées de populistes sont certes cycliques, mais en constante croissance³, ce qui semble confirmer que nous avons bien affaire à une crise démocratique davantage structurelle que conjoncturelle. Il en résulte un paysage démocratique européen particulièrement sinistré. Hormis le Portugal et l'Irlande qui font encore figure d'exception (l'Espagne étant tout récemment sortie de ce régime d'exception avec l'entrée d'élus-e-s du parti d'ultra-droite Vox au Parlement national), tous les pays européens comptent désormais, à des degrés divers mais significatifs, des représentant-e-s de formations populistes au sein de leur(s) parlement(s) et/ou de leur(s) gouvernement(s). On s'épargnera un examen exhaustif de la situation pays par pays. Soulignons toutefois que les derniers scores électoraux enregistrés par les partis populistes dépassent quasiment tous la barre des 10% pour atteindre dans certains cas près de 45% des suffrages. À titre d'exemple : respectivement 17,4% et 32,7% pour la Ligue et le Mouvement 5 étoiles aux législatives

chiennes de 2017 et 44,9% aux législatives hongroises de 2014 pour le Fidesz de Viktor Orban. D'autres pays comme la Pologne, la Hongrie, la Tchéquie ne sont pas en reste et le phénomène n'épargne pas plus les pays scandinaves, pourtant héritiers d'une longue tradition sociale-démocrate. Au total, cinq⁴ pays européens au moins sont dirigés par des leaders ouvertement populistes ou par des coalitions les intégrant en leur sein. Et cette situation est loin d'être contenue au seul continent européen : les dérives ouvertement totalitaires de la présidence d'Erdogan en Turquie, l'élection de Trump à la présidence des États-Unis et celle de Bolsonaro à la tête du Brésil par exemple montrent à suffisance que le ressac démocratique a une ampleur mondiale.

La difficile définition du populisme

À quoi avons-nous affaire ? La variété des termes utilisés (populistes, démocrates illibéraux, extrémistes, nationalistes, autoritaristes, fascistes...) pour tenter de qualifier les acteurs concernés (leaders, partis ou gouvernements) illustre bien la difficulté à leur assigner une identité idéologique commune tant leurs profils, leurs programmes ou leurs actions peuvent varier considérablement, de la droite extrême à la gauche plus radicale.

Le concept de populisme, de par sa plasticité même, est sans doute le plus à même de rassembler sous une seule étiquette l'ensemble des mouvements politiques dont il est question. L'exercice a néanmoins ses limites : le concept est

« C'est l'efficacité des rouages institutionnels et décisionnels de la démocratie qui est l'objet de cette vague de défiance. »

de 2018 en Italie (qui fait office de véritable laboratoire en la matière), 13,2% pour le Rassemblement national (ex-FN) aux législatives françaises de 2017, 12,6% pour Alternative en Allemagne aux législatives de 2017, 26% pour le Parti de la liberté aux élections nationales autri-

vague, sa portée analytique et descriptive est faible et son usage peut parfois reposer sur des préjugés élitistes peu avouables. La référence exacerbée au « peuple », principe de la volonté générale et de la légitimité du pouvoir en régime démocratique, peut toutefois laisser

supposer que les ressorts du populisme ont quelque chose à voir avec les ressorts de la démocratie elle-même, de ses tensions, limites ou errances éventuelles. Dans cette optique, il conviendrait donc de distinguer la vague populiste actuelle des idéologies totalitaires ouvertement antidémocratiques des années 30 et de la penser plutôt comme une forme contemporaine de contestation «de la démocratie telle qu'elle est au nom de la démocratie telle qu'elle devrait être⁵». Dit autrement, le populisme serait tout à la fois un symptôme et une réponse spécifique à une crise profonde de la démocratie représentative. Et si la référence au «fascisme» est parfois utilisée pour désigner les manifestations les plus autoritaires et nationalistes des populismes contemporains, ce ne peut donc l'être au sens historique du terme, mais à la rigueur comme un équivalent fonctionnel⁶: projet similaire de régénération de la nation (considérée en déclin), de refondation de l'unité ethnoculturelle du corps social (menacé par les migrations), d'incarnation du pouvoir dans la figure d'un leader détenant le monopole moral et politique de la représentation populaire (contre un *establishment* ne représentant que ses propres intérêts), de survalorisation de la souveraineté du peuple via des formes de démocratie plébiscitaire et référendaire (contre les corps intermédiaires et les structures parlementaires parasitant l'expression de la volonté générale) et de promotion de la force et de la brutalité dans la rhétorique et l'action politiques. Dans ce cadre, l'élaboration d'une offre politique programmatiquement cohérente est secondaire. La priorité des partis populistes est de remplir le plus efficacement possible leur fonction tribunitienne en surfant de façon opportuniste sur «l'air du temps» et les diverses manifestations des malaises et mécontentements sociaux dans le but de les amplifier et de s'en faire les relais légitimes. Reste au final une stratégie unique, celle de la conquête du pouvoir. Et une fois conquis, sa consolidation s'accompagne systématiquement d'une entreprise de délégitimation et de fragilisation des principales institutions de régulation et de contrôle démocratique (cours constitutionnelles,

parlements, etc.) et de contre-pouvoir (presse indépendante, syndicats, ONG, etc.). Bref, d'une remise en cause du régime des droits et libertés constitutif de la démocratie libérale.

Une démocratie représentative en panne

Quels sont les facteurs explicatifs de cette fragilisation structurelle des démocraties représentatives et du succès concomitant des populismes? Suivons ici une hypothèse générale⁷: la démocratie représentative ou élective est censée remplir un certain nombre de «fonctionnalités» politiques fondamentales, qui lui assurent à la fois sa légitimité et sa crédibilité. L'exercice du suffrage universel, qui

démocraties représentatives et aux profondes désillusions qu'elles génèrent. Ce qui leur permet du même coup de se profiler comme les restaurateurs d'une démocratie authentique, fidèle à ses fondamentaux. La crise contemporaine de la représentation politique et ce que Pierre Rosanvallon appelle fort à propos «le rendement démocratique décroissant des élections» mobilisent une multitude de facteurs explicatifs. Trois d'entre eux sont régulièrement soulignés: l'accroissement considérable du niveau moyen d'instruction des citoyen-ne-s d'une part, le développement vertigineux des canaux d'information d'autre part, et l'exacerbation sociale d'une forme d'hyperindividualisme enfin. La conjugaison de ces trois facteurs participe activement

« Les fonctionnalités de la démocratie représentative sont, à des degrés divers, actuellement en panne. »

est au fondement de la démocratie représentative, se doit en effet de produire de la souveraineté (l'élection doit traduire en acte la souveraineté du peuple), de la représentation (les citoyen-ne-s votent pour élire leurs représentant.e.s), de la légitimité (l'élection se doit de légitimer le pouvoir et son exercice) et de l'égalité (l'élection est censée produire et manifester une communauté politique d'égaux). Il est en outre attendu d'un gouvernement démocratique une certaine efficacité quant aux réponses à apporter aux enjeux et défis collectifs. Or, on peut raisonnablement considérer que ces «fonctionnalités» de la démocratie représentative sont, à des degrés divers, actuellement «en panne» et supposer que cette panne joue un rôle prédominant dans la désillusion démocratique contemporaine.

Dans ce contexte, la force d'attractivité et le succès actuel des partis populistes résideraient dans leur capacité à proposer, sur le plan rhétorique et idéologique, une réponse politique simple (et le plus souvent simpliste), relativement cohérente et articulée aux dysfonctionnements ou à ces différentes pannes des

à délégitimer le principe de la délégation de souveraineté et de la représentation politique. De quel droit et à quel titre quelqu'un peut-il me représenter? Cette question perturbe profondément le fonctionnement habituel de la démocratie élective et les rapports de confiance entre les élus et leurs mandants. En ce sens, la crise de la démocratie représentative résulterait moins d'une forme de distinction grandissante (le fameux «fossé») entre les gouvernants et les gouvernés que d'une remise en cause par ces derniers de la légitimité même de cette distinction et de la pertinence de cette conception classique de la division du travail politique.

En outre, cette fonction de représentation politique est rendue d'autant plus problématique dans un contexte où les catégories sociales traditionnelles, héritées de la société industrielle (classes sociales, catégories socioprofessionnelles, etc.), tendent à se brouiller et à s'estomper. Un monde structuré et hiérarchisé en un nombre relativement limité de groupes sociaux présentant chacun une forte homogénéité culturelle et socio-

économique et défendant des intérêts spécifiques, est aisément représentable (chaque parti ou leurs élu-e-s pouvant se présenter comme les porte-paroles légitimes d'un segment identifiable et relativement stable de la société). Il en va autrement dans un monde social où la spécificité de chaque trajectoire individuelle tend à primer sur les communautés d'épreuves et de destin, où les frontières entre les «mondes socioprofessionnels» deviennent poreuses et où les appartenances identitaires se multiplient et se complexifient. Comment dès lors représenter politiquement un monde social devenu à ce point pluriel et particularisé (voire atomisé) et donc pour partie illisible ? La réponse n'a plus rien d'évident, et cette perte d'évidence ébranle le principe même de démocratie représentative et fragilise considérablement le rôle historique de médiation et de représentation des partis et des élu-e-s politiques.

Une insécurité sociale et économique

Sur ces évolutions de fond se sont greffés des événements plus conjoncturels qui, ensemble, ont structuré un contexte propice aux populismes.

Une hypothèse régulièrement avancée voudrait que la stabilité des démocraties contemporaines repose sur un nombre limité de facteurs⁸ qui ne sont actuellement plus vérifiés, et parmi ceux-ci, l'augmentation continue du niveau de vie des citoyen-ne-s. Les économies occidentales ont en effet enregistré, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'aux années 70, des taux de croissance importants qui, couplés à des mécanismes institutionnalisés de redistribution des richesses, de consolidation de l'État social et dans un contexte de quasi-plein emploi, ont considérablement renforcé la confiance des citoyen-ne-s dans l'avenir et la conviction que leurs enfants vivraient dans une situation bien meilleure que la leur. Cette croissance continue du bien-être a ainsi joué un rôle de stabilisateur politique important dès lors qu'il était manifeste pour une majorité d'individus que vivre en régime démocratique s'avérait «payant». Or, la situation

s'est retournée au début des années 70. Les effets conjugués de l'effondrement de la croissance (crises pétrolières) et de la mondialisation d'une économie de plus en plus financiarisée (délocalisations, désindustrialisation, pertes massives d'emplois, stagnation des salaires...) ont progressivement ruiné les espoirs placés par les membres des classes moyennes et populaires en un avenir meilleur (l'économiste Paul Krugman parlera de cette époque comme de «L'âge des espérances perdues»⁹). Ces effets ont, dans le même temps, produit du ressentiment à l'égard d'une «classe» politique perçue comme incapable de protéger et défendre les intérêts des citoyen-ne-s et des travailleur-euse-s, et plus globalement à l'égard d'une démocratie politique et sociale trahissant ses promesses d'égalisation progressive et d'émancipation pour tou-te-s.

Un tel contexte d'insécurité sociale et économique et de «lutte des places» généralisée va en outre favoriser la montée en puissance d'une hostilité sociale grandissante, aux contours parfois explicitement xénophobes, à l'égard d'une immigration perçue comme une menace économique, sécuritaire et identitaire supplémentaire et comme la preuve d'un laxisme politique d'autant plus coupable.

La crise de 2008 va dégrader beaucoup plus encore ce climat de désillusion politique et va en outre durablement

renforcer la crispation d'une large part des opinions publiques autour des questions d'asile et de migration ; crispation que les populistes nationalistes vont opportunément instrumentaliser à leur propre compte, dans un contexte d'augmentation des flux migratoires résultants de conflits internationaux.

La grave récession économique consécutive à la débâcle du secteur international de la finance a eu de lourdes et durables répercussions sur les économies nationales, accélérant la déliquescence des vieilles sociétés industrielles et l'insécurité sociale et économique des classes moyennes et inférieures.

La totale impunité du secteur financier, massivement renfloué à coup de centaines de milliards d'euros d'argent public ainsi que les sévères plans d'austérité mis en œuvre par les gouvernements pour réduire un endettement public largement consécutif au sauvetage du monde bancaire, ont considérablement durci l'hostilité générale à l'égard des élites politiques et économiques confondues, accusées de collusion dans la défense de leurs intérêts respectifs au mépris des «peuples», de leur souveraineté et de leurs intérêts. Largement laissés pour compte des bénéficiaires de la mondialisation économique et financière, ces derniers se virent condamnés à devoir supporter le



« Une réponse politique simple articulée aux pannes des démocraties représentatives expliquerait le succès du populisme. »

coût de ces errances au prix de régressions sociales extrêmement lourdes et parfois quasi sacrificielles comme ce fut le cas pour la Grèce par exemple.

Hégémonie néolibérale

Cette gestion austéritaire et punitive de la crise a évidemment largement légitimé une rhétorique politique dénonciatrice d'un *establishment* politique et financier¹⁰ illégitime, profondément inique, et foulant au pied la souveraineté des nations et la dignité des citoyen-ne-s.

Mais plus globalement encore, tant l'origine que la gestion de cette crise ont révélé la profonde corrosion qu'ont opérée la rationalité néolibérale et sa progressive hégémonie culturelle et politique sur la démocratie et ses valeurs. La révolution néolibérale amorcée au tournant des années 80, et adoptée dans ses grands principes tant par la droite conservatrice que par la gauche sociale-démocrate, a été pour une large part dirigée contre les fonctionnalités de la démocratie considérées comme des obstacles à la poursuite de ses principaux objectifs: la marchandisation du monde et des Hommes ainsi que la maximalisation des profits. Le néolibéralisme est en effet tout autant sous-tendu par un programme économique que par un programme culturel, son hégémonie dépendant de sa capacité à «changer l'âme et le cœur des hommes», pour reprendre les mots de Margaret Thatcher. Dans les faits, il s'est agi d'opérer une subversion profonde des principes démocratiques (suprématie de l'économique sur le politique, du privé sur le public, de l'entreprise sur l'État, de la compétition sur la coopération, du consommateur sur le citoyen, des diktats du marché sur la délibération publique, de la gouvernance sur l'autogouvernement, etc.) dans l'objectif d'instaurer et de légitimer un ordre social et politique nouveau fondé sur la seule rationalité économique et la marchandisation progressive de l'ensemble des sphères d'activités sociales. Ce nouvel ordre néolibéral, excluant toute autre forme d'alternatives à celle de la compétition générale de tous contre tous (des États, des entreprises et des individus) dans le cadre d'une éco-

nomie-monde libéralisée, a à la fois profondément déclassé la démocratie, ses fonctions et ses institutions politiques et sociales, tout en produisant de l'anomie, de l'atomisation et de la fracture sociale.

Résistance à la mondialisation

Face au désarroi politique et social généré par cette situation globale et à l'absence manifeste d'alternatives politiques, les populistes se sont invités comme une forme de résistance à la mondialisation (et à ses agents) et comme une promesse faite aux peuples de reprendre le contrôle. C'est le slogan du Brexit. C'est celui de Donald Trump, de Matteo Salvini, de Marine Le Pen. «Ils nous promettent de reprendre le contrôle sur nos frontières, de reprendre le contrôle sur nos finances, nos industries, nos États, nos pays, notre destin»¹¹. Une promesse, en somme, de restaurer la démocratie en rétablissant le «peuple» dans sa souveraineté, l'égalité et l'unité de ses membres dans un récit national culturellement épuré, sa représentativité au travers de l'expression directe de sa volonté et l'efficacité politique par la réappropriation de son destin sous la conduite énergique d'un leader plébiscité... avec les dérives autocratiques et liberticides que l'on sait.

Du rôle du mouvement ouvrier

Rien n'interdit de penser que la période de déstabilisation démocratique que nous connaissons n'en est qu'à ses débuts. Le populisme est une réponse politique perverse à une demande légitime de réappropriation du politique par les citoyen-ne-s et de restauration démocratique. Cela sous-tend un programme complexe, risqué, mais urgent qui oblige l'ensemble des démocrates et tout particulièrement la gauche politique, syndicale et associative à réagir. Agiter le spectre d'un retour des années 30 ou viser à culpabiliser moralement l'électorat populiste ne sert strictement à rien, sauf à être contre-productif. Et ce programme déborde également la «simple» question de la «participation citoyenne» et de la

démocratisation de l'accès à un espace délibératif aux règles du jeu institutionnellement et politiquement cadencées. Le mouvement ouvrier est en mesure de jouer un rôle positif dans la sortie de crise. D'abord au travers sa fonction politique de production et d'organisation d'une démocratie associative et sociale. Celle-ci permet de suppléer aux insuffisances de la représentation politique et aux carences d'une conception purement formelle des droits et libertés en défendant et renforçant les droits économiques, sociaux et culturels des personnes ainsi que les institutions qui en sont garantes. Ensuite, par son travail de démocratie culturelle, en créant les conditions nécessaires à une compréhension et à une réappropriation autonome, par les citoyen-ne-s eux-mêmes, des enjeux collectifs qui les concernent. Ce qui doit mener aussi à une compréhension des logiques de domination qui les affectent et les impuissent, dans une visée d'élaboration d'alternatives politiques et de transformation sociale. Produire du pouvoir collectif de discernement, d'évaluation, d'action et d'émancipation, c'est travailler à une réappropriation du politique par les citoyen-ne-s eux-mêmes et c'est participer activement à la redynamisation de la démocratie. C'est cette philosophie pratique de l'éducation populaire, comme pratique d'émancipation et de démocratisation continue, qui reste sans doute la voie la plus efficace de résistance aux forces d'attraction des populismes. #

(*) Secrétaire politique du MOC

1. F. FUKUYAMA, *Le fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992.
2. L'expression est de R. SIMONE, *Si la démocratie fait faillite*, Paris, Gallimard, 2016.
3. Voir l'article de M. MAESSCHALCK, «Populismes et mouvements sociaux», *Les Cahiers du CIEP*, juin 2014.
4. Hongrie, Pologne, Italie, République tchèque et Bulgarie.
5. V. De COOREBYTER, *La démocratie, enrayée ? Actes de colloque*, Académie royale de Belgique, p. 266.
6. Voir H. PALHETA, *La possibilité du fascisme. France, la trajectoire du désastre*, Paris, La Découverte, 2018.
7. Développée notamment par Pierre Rosanvallon.
8. Voir Y. MOUNK, *Le peuple contre la démocratie*, Paris, Éditions de l'Observatoire, 2018.
9. Cité par D. COHEN, *Il faut dire que les temps ont changé... chronique (fiévreuse) d'une mutation inquiète*, Paris, Albin Michel, 2018.
10. Notamment incarné par la Troïka, représentée par les experts de la Commission européenne, la BCE et le FMI.
11. R. GLUKSMANN, *Les enfants du vide. De l'imposée individualiste au réveil citoyen*, Paris, Allary Éditions, p. 115, 2018.

Union européenne

À la recherche de l'Europe sociale

> Stéphanie BAUDOT

Le projet européen est de plus en plus remis en cause. Le peu de considération accordée au social depuis les années 2000 n'est sans doute pas étranger à la situation. Lui redonner une place pourrait changer la donne. Depuis peu, une prise de conscience s'opère en ce sens, y compris à droite de l'échiquier politique. Sans une véritable Europe sociale, c'est tout le projet européen qui pourrait capoter. Éléments d'analyse sur les échecs et succès de l'Europe sociale depuis ses origines jusqu'à nos jours avec Philippe Pochet, directeur de l'Institut syndical européen (ETUI) et auteur de *À la recherche de l'Europe sociale*¹.

Le Brexit, la montée des partis eurosceptiques et populistes, le ressentiment anti-européen d'une part grandissante de la population des États membres sont les symptômes les plus remarquables de la crise actuelle de l'Europe. Une crise qui n'épargne pas le projet social de l'Union européenne (UE) fortement mis à mal par ses élargissements successifs et la domination de plus en plus forte des partis et gouvernements conservateurs/libéraux depuis quinze ans. Dans les années 2000, suite aux adhésions successives² de treize nouveaux États membres, l'Europe a d'abord «gelé» sa politique sociale pour permettre aux nouveaux pays membres de s'intégrer dans l'Union. Puis, dans le sillage de la crise financière et économique de 2008, elle a promu et même contraint les États à appliquer des politiques d'austérité, contribuant de la sorte au détricotage de nombreux acquis sociaux, surtout dans les pays les plus touchés par la crise. L'impression qui ressort de ces récentes évolutions est que l'Europe sociale n'a rien fait voire que la construction européenne s'attaque aux modèles sociaux nationaux.

Pourtant, si l'on prend une fenêtre temporelle plus large, l'Europe n'a pas été inactive en matière de politiques sociales. Il y a eu des avancées importantes notamment sur les questions d'égalité hommes-femmes et sur la santé-sécurité au travail. Et il y a surtout eu, sous l'impulsion des acteurs (notamment syndicaux), plusieurs tentatives de remettre l'agenda social à l'actualité de l'Europe au long de ses six décennies d'existence. C'est donc à la découverte de «cette histoire faite d'essais et d'erreurs, de victoire et de défaites, de création d'acteurs collectifs ou de leur marginalisation» que nous invite le récent ouvrage *À la recherche de l'Europe sociale*

de Philippe Pochet, directeur de l'Institut syndical européen (ETUI). *Démocratie* l'a interrogé sur les leçons qu'il tire de ses 30 ans d'expériences comme spécialiste et acteur de la construction européenne.

Un péché originel ?

La question du social dans la construction du projet européen apparaît dès les origines, dans les débats des négociations du traité de Rome. C'est ce que rappelle Philippe Pochet : «Le Rapport Ohlin (1956) commandité à l'OIT va examiner la place du social et soutenir l'idée que la croissance économique va naturellement déboucher sur une amélioration sociale. Nous sommes alors dans les Trente Glorieuses avec un chômage de 2%, un taux de croissance annuel de 5% et une progression de la protection sociale comme système généralisé. Cette vision sous-tend deux choses : les pays les plus économiquement avancés n'auront rien à perdre socialement à rejoindre un marché intégré, tandis que les pays moins développés vont y gagner. Les entreprises bénéficiant d'un plus grand marché vont être plus performantes, permettre des gains d'efficacité, donc de croissance et renforcer par ce biais le financement des politiques sociales. On retrouve aussi dans le rapport Ohlin, l'idée que les syndicats détiennent une puissance suffisante pour imposer un rapport de force dans les négociations collectives et être respectés par les institutions. Ils sont là pour veiller au progrès social. Dans cette vision, la construction sociale commune n'est pas une condition préalable ni parallèle à la question économique. Elle en est un dérivé.»

Dans une telle approche du social qui prévaut toujours aujourd'hui auprès de certains acteurs économiques et politiques, notamment dans leurs

1. P. Pochet, *À la recherche de l'Europe sociale*, PUF, Paris, 2019.

2. Il y a eu trois vagues d'élargissement de l'UE : la première en 2004 avec l'adhésion de 10 nouveaux pays membres, la seconde en 2007, avec deux autres pays et la dernière adhésion qui a eu lieu en 2013.

conceptions des traités commerciaux, « il n'est pas nécessaire de développer des politiques sociales véritablement européennes, hormis la mise en place de quelques instruments liés à la libre circulation des travailleurs et à l'égalité des travailleurs dans les pays (entre nationaux et migrants communautaires) qui servent finalement surtout le dessein d'une construction économique. Tout au plus, juge-t-on nécessaire de créer un Fonds social européen pour accompagner les mutations du marché du travail provoquées par l'existence du marché commun. On ne voit pas non plus de nécessité à créer un État-providence européen, pourtant techniquement possible vu la ressemblance des systèmes de protection sociale nationaux à cette époque³, car l'harmonisation sociale est censée découler du processus d'intégration... Les politiques sociales se construisent donc essentiellement au niveau des États nations. » Et cela ne changera pratiquement plus ! Le processus d'intégration européenne est sous-tendu dès sa création par cette asymétrie entre l'économie et le social.

Pourtant, cette vision largement optimiste dans les effets du marché intégré ne s'est jamais vraiment réalisée comme en témoigne le Fonds social européen (FSE) initialement censé durer 10 ans : « Soixante ans après sa création, le FSE existe toujours et n'est pas prêt de s'éteindre », constate Philippe Pochet.

Deux avancées sociales majeures

Malgré un cadre initial pratiquement inexistant, les questions sociales se sont imposées à l'agenda de la construction européenne à plusieurs reprises. On peut, selon Philippe Pochet, repérer plusieurs tentatives successives de développer une dimension sociale de l'Europe depuis 1960. « Dans les années 1970 par exemple, la période de l'après Mai 68 est marquée par l'émergence de toute une série de mouvements sociaux⁴ ainsi que l'expression d'une crise économique qui commence à peser sur les travailleurs européens. Elle débouche dès lors en 1974 sur l'adoption du premier programme social européen avec deux politiques ambitieuses qui deviendront les deux axes majeurs au niveau européen de la politique sociale, à la fois quantitativement et qualitativement. L'une est liée à l'égalité hommes-femmes et l'autre à la santé et la sécurité des travailleurs. Des directives seront adoptées sur l'égalité des salaires et l'accès à la formation, sur l'accompagnement des plans sociaux, les restructurations d'entreprises et le renforcement des droits collectifs des travailleurs. » Ces deux axes politiques structureront l'Europe

sociale durant plusieurs décennies, jusqu'au milieu des années 90 environ.

Peut-on dès lors affirmer que sur ces thématiques, l'Europe a pesé positivement sur les politiques sociales nationales ? « Quand on se remémore que dans les années 1960, les femmes ne pouvaient pas ouvrir de compte en banque sans l'autorisation de leur mari, on ne peut que constater que leur situation a changé en Europe en 50 ans (même s'il reste encore beaucoup à faire). La politique européenne menée sur les questions d'égalité de genre a incontestablement contribué à accélérer les avancées dans ce domaine dans les pays de tradition catholique dont le nôtre. De nombreux changements se sont produits d'abord dans la sphère du travail puis sociétale (participation à la vie publique, partage des tâches domestiques...). Sur le plan de la santé et la sécurité au travail aussi l'Europe a été influente. Elle a permis de construire une sorte de modèle commun qui visait à une responsabilisation plus grande des employeurs. »

Cependant, ceci ne suffit pas à construire un véritable modèle social européen. « Dans les années 2000, sous l'impulsion des nouvelles "méthodes ouvertes de coordination"⁵, (les MOCs), qui constituent une nouvelle tentative de repenser le social au niveau européen, on a bien découvert les modèles sociaux scandinaves innovants qui présentaient à la fois d'excellentes performances économiques, des indices d'inégalité plus faibles et un chômage plus bas que dans les autres pays européens. Cela

“ *Le processus d'intégration européenne est sous-tendu dès sa création par une asymétrie entre l'économie et le social.* ”

a permis d'élargir la "boîte à outils" et la palette des possibles des États en s'inspirant des autres pour améliorer ses propres modèles nationaux (sur le plan des pensions par exemple). Mais peut-on affirmer que c'est véritablement l'Europe sociale qui était à la manœuvre ? Cela reste difficile à prouver ».

A contrario, les modèles sociaux nationaux ont aussi subi par effet boomerang l'influence de la construction économique et monétaire européenne. Par exemple, en l'absence de vision stratégique partagée par les États membres intégrant d'une manière cohérente les aspects financier, économique et social à sa création, la monnaie unique a conduit l'Europe à imposer des contraintes budgétaires fortes pour sauver le système monétaire après 2008. Selon Philippe Pochet, « la réduction de l'endettement des

3. Les 6 pays fondateurs de la CEE étaient dotés d'un système de protection sociale bismarckien basé sur le principe de l'assurance sociale (les prestations sont versées aux individus qui se sont assurés contre tel risque) et au sein duquel les syndicats jouent un rôle important dans leur gestion.

4. Les manifestations contre la guerre du Vietnam, les protestations estudiantines dans toute l'Europe, les mouvements féministes...

5. Alors que le social se développait jusque là presque uniquement via la législation sociale européenne, au début des années 2000 de nouvelles méthodes de coordination sont mises en place. Elles visent à coordonner les politiques sociales des États membres, à se donner des objectifs à atteindre ensemble (par exemple 70 % de taux d'emploi), et à comparer les résultats. A la différence de la législation sociale, les MOCs ne sont pas juridiquement contraignantes ; elles représentent surtout un engagement politique.

États considérés comme problématiques s'est faite au détriment des politiques sociales nationales». Il suffit en effet de se rappeler les conditions imposées à la Grèce par la Troïka lors des négociations répétées des multiples plans de sauvetage de la décennie écoulée. «Et puis les modèles sociaux nationaux ont aussi été affectés indirectement par la non-action européenne dans certains domaines. En matière de fiscalité, ce n'est pas ce que l'Europe a fait qui pose problème mais ce qu'elle n'a pas réussi à faire en raison de blocages venant de nombreux pays de l'Union et empêchant l'adoption de textes législatifs dans ces matières pour lesquelles l'unanimité est requise. La concurrence fiscale entre États membres et en conséquence la diminution de la taxation sur les entreprises ont limité le budget des États qui par ricochet en viennent à diminuer leurs dépenses sociales.»

Rôle des acteurs dans l'eupéanisation

Lorsque l'on se penche sur le processus d'eupéanisation des pays, à savoir l'influence croissante des règlements et directives européens dans le droit national, il est intéressant de constater la manière

“ Les acteurs sociaux sont conscients que l'Europe sociale ne se fera pas si on ne la demande pas de façon active. ”

dont les acteurs sociaux, et en particulier les syndicats de travailleurs, ont agi. Face à une construction européenne axée essentiellement sur le volet économique, qui a menacé les droits des travailleurs à de nombreuses reprises, «on voit que quand les acteurs se mobilisent, malgré leur faiblesse, ils peuvent avoir une certaine efficacité⁶. De nos jours, plus personne n'a la naïveté de penser que la politique sociale européenne se fait parce que quelqu'un décide dans un cabinet ou ministère. C'est bien parce que les acteurs se mobilisent (dans la rue, au travers des contacts politiques...) que le social se développe. À l'instar des lobbies industriels et financiers qui cherchent à imposer leur agenda libéral, les acteurs sociaux sont conscients que l'Europe sociale ne se fera pas si on ne la demande pas de façon active. Il faut dès lors réfléchir de façon stratégique à la manière dont on peut pousser un agenda positif au niveau européen. Et toute la difficulté est alors de

mobiliser des personnes qui sont malheureusement de plus en plus nombreuses à être désabusées par l'Europe...»

Le changement de cap indispensable est possible

La logique dogmatique selon laquelle le système économique et monétaire européen ne peut survivre sans une dérégulation radicale du marché du travail et une réduction des droits et protections sociales, soutenue par les institutions européennes dans leur majorité ces 15 dernières années, à laquelle s'ajoutent un manque de vision politique pour l'Europe et l'absence de sentiment d'appartenance à une communauté et de ce fait de mécanisme de solidarité entre les États, ont conduit finalement au rejet de l'Europe et à un repli nationaliste. «Face à ce détournement de l'Europe, on en vient à se demander aujourd'hui, y compris à droite, si avec les attaques massives commises sur les droits sociaux, on n'est pas en train de tuer en même temps le projet européen et le grand marché qui y est lié. Cela explique pourquoi même Jean-Claude Juncker, le président sortant de la Commission européenne, essaie de pousser l'Europe sociale malgré des gouvernements nationaux toujours majoritairement de centre droit. Il y a une volonté, ressentie presque comme une nécessité de survie, de rééquilibrer les choses, de corriger cette asymétrie entre le social et l'économique qui a marqué cette construction européenne. De plus en plus de recommandations positives en matières sociales (accueil petite enfance, lutte contre la pauvreté, éducation...) sont proposées mais leur mise en œuvre effective reste limitée. Dès lors, face à cette ambivalence européenne au cours de son histoire qui a au gré de son évolution contribué à consolider ou à l'inverse détricoter les droits sociaux, le choix politique qui émerge aujourd'hui devient : souhaite-t-on que l'Europe impose plus de recommandations contraignantes au niveau social ou à l'inverse, qu'elle ne s'en mêle plus du tout ? Veut-on plus d'Europe sociale ou moins d'interférence entre les niveaux européens et nationaux ? »

Une des leçons à tirer de l'histoire de l'Europe sociale, c'est que même si les réussites sont limitées, les tentatives et les mobilisations d'acteurs pour faire avancer le social dans le projet européen ont été nombreuses. On s'aperçoit que sans lui, l'intégration européenne est plus difficile à réaliser. C'est le social qui justifie l'adhésion durable des Européens-ne-s au projet collectif. L'économique ne suffit pas. «Et pour construire cette vision collective de l'avenir, je suis convaincu que le chemin à prendre est celui de la transition socioécologique». Et cette fois, il ne faudra pas rater le train...#

6. Par exemple l'arrêt de la directive Bolkestein suite aux manifestations syndicales, la révision de la directive sur le détachement des travailleur-euse-s grâce à un constant travail de pression syndicale.



INTERVIEW



Zuliana LAINEZ

Journaliste péruvienne et membre du conseil d'administration et du conseil pour l'égalité des sexes de la Fédération internationale des journalistes

Cinzia ARRIZZA, Tithi BHATTACHARYA, Nancy FRASER, *Féminisme pour les 99% - Un manifeste*, La Découverte, Paris, 2019.

Le temps des femmes au Pérou

Le 8 mars dernier, la Belgique vivait sa première grève féministe. Au même moment, partout dans le monde, d'autres femmes se mobilisaient pour faire entendre leur voix, en particulier en Espagne et en Amérique latine. Parmi les témoins de ce vaste mouvement, la journaliste péruvienne Zuliana Lainez. Pour *Démocratie*, elle fait part de ses réflexions et expériences sur l'organisation de la grève des femmes, mais aussi sur le langage non sexiste, le rôle des syndicats dans les combats féministes et les enjeux actuels du mouvement féministe au Pérou.

En mars dernier, vous avez participé à la grève internationale des femmes. Comment s'est passée l'organisation de ce mouvement ?

C'est la troisième année que le Pérou répond à l'appel. Ce n'est pas encore un processus aussi puissant qu'en Espagne ou ailleurs en Amérique latine, comme en Argentine ou au Chili. Cependant, la mobilisation réussie cette année est encourageante. Alors que la première année, c'était une initiative portée uniquement par les collectifs féministes, cette année la plateforme qui a appelé à la grève était plus large. Les syndicats notamment ont pris conscience que s'ils ne s'unissaient pas à cette action, ils resteraient à l'écart de la dynamique. Les autres mouvements sociaux se sont également ralliés au mouvement : collectifs féministes, femmes paysannes, travailleuses domestiques¹. Le second signe positif que je vois est le fait que les étudiantes de différentes facultés se soient également ralliées au mouvement.

Quels sont les enjeux des mouvements féministes au Pérou ?

À côté du mouvement féministe historique, suffragiste, qui a longtemps lutté pour le droit de vote, il y a une renaissance des collectifs féministes formés par de nouvelles générations de femmes féministes extrêmement jeunes qui font beaucoup d'activisme digital sur la toile, et ont des visions différentes de ce que doit être le féminisme, tout en s'intégrant bien au féminisme historique. Ces nouveaux collectifs sont nés en réaction au contexte des

femmes au Pérou. D'abord la thématique des féminicides. De janvier à mars, il y a eu plus de 30 cas de femmes assassinées pour la simple raison d'être femme. Les médias (et je parle à partir de mon expérience syndicale de journaliste) ont joué un rôle et ont une responsabilité dans cela. Le peu de prise de conscience dans la population par rapport à ces violences faites aux femmes est dû notamment au fait que nos collègues continuent de parler de crimes passionnels plutôt que de féminicides, mais aussi parce que nous, les journalistes, aussi bien hommes que femmes, n'avons pas appris à protéger les victimes et qu'on continue à faire des couvertures presse dans lesquelles nous donnons tous les détails sur les victimes, tout en « couvrant » les coupables. Nous sommes aussi responsables parce que nombre de médias continuent à écrire en Une qu'un homme a le droit de tuer une femme par jalousie. Une des choses que réclame le mouvement féministe est donc que les médias arrêtent de « re-victimiser » les victimes.

Un autre point qui contribue au développement des collectifs féministes, c'est l'existence d'un gros écart salarial entre les femmes et les hommes, mais aussi une plus grande précarisation des professions féminisées. Nous avons également un gros problème de harcèlement sexuel et psychologique contre les femmes sur leur lieu de travail. C'est donc pour ça que les femmes disent « Ya Basta », « Assez ». L'organisation du mouvement féministe et la mobilisation du 8 mars montrent que les femmes ne sont plus disposées à supporter ce système.

1. Ces dernières ont beaucoup lutté l'an dernier pour que s'applique la Convention n°189 de l'OIT. Celle-ci offre une protection spécifique aux travailleur-euse-s domestiques. Elle fixe les droits et principes fondamentaux, et impose aux États de prendre une série de mesures en vue de faire du travail décent une réalité pour les travailleur-euse-s domestiques. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---travail/documents/publication/wcms_163731.pdf



Est-ce que le féminisme est une question importante pour les syndicats ?

C'est une question cruciale pour eux. Premièrement parce que dans leur grande majorité, les syndicats ont encore une structure très machiste. Ils ont tenté d'intégrer le genre en créant des commissions de la femme, mais sans leur donner de pouvoir dans les espaces de décision. Ces commissions sont là pour faire bonne figure. En tant que femmes syndicalistes, on a donc exigé que les responsabilités de genre, les secrétariats de genre, aient une emprise, une voix, un droit de vote dans les organes où se prennent les décisions. On observe en effet que là où les femmes sont présentes dans les postes de direction, les questions liées au genre sont abordées alors que dans les syndicats dans lesquels il n'y a pas de femmes, ces thématiques ne sont même pas mises à l'ordre du jour.

La société au Pérou est très conservatrice, et malgré une plus grande ouverture qu'avant, il y a encore beaucoup à faire dans les organisations syndicales. Par exemple, dans beaucoup d'organisations on continue de faire du 8 mars une « fête », un « jour de la femme », alors qu'il s'agit d'une commémoration et d'un jour de lutte. Par ailleurs,

“ On observe que là où les femmes sont présentes dans les postes de direction, les questions liées au genre sont abordées. ”

les syndicats aussi doivent mettre fin aux stigmatisations dues au langage, et commencer à nommer les femmes. Il faut arrêter de penser que lorsqu'on parle au masculin on parle de toutes et tous.

Vous utilisez le mot collectif au féminin. En tant que journaliste, en quoi est-ce important de se réapproprier la langue ?

Oui, c'est fondamental de se réapproprier la langue. Le langage a la capacité d'invisibiliser. On se sent en effet plus représentées lorsqu'on est « nommées ». On progresse dans l'utilisation d'un langage qui donne plus de visibilité aux femmes. En Amérique latine, il y a des discussions par rapport à la langue espagnole. Une journaliste paraguayenne, qui fait également partie du syndicat et des « collectives » féministes explique qu'elles ont bien incorporé l'utilisation de la lettre « e » au lieu du « o » ou du « a » en espagnol. (*todes* au lieu de *todos* ou *todos*).

La « collective » syndicale continue d'utiliser le « o » ou le « a », utilisant *compañeras*, ou *compañe-*

ros. Moi je mets le X (*compañerXs*), pour intégrer tout le monde. On a des *compañeras* qui utilisent le « e » pour parler un langage inclusif ; chacun·e utilise la langue inclusive comme il peut. Mais la langue nomme, et visibilise, et dans le syndicat je travaille à la formation des journalistes pour qu'ils·elles utilisent le langage inclusif, autant que le travail journalistique le permet. Par exemple, écrire « la marche était positive pour *todes* », même si le correcteur automatique finit parfois par le remettre au masculin. Mais il faut œuvrer pour que le langage soit le plus inclusif possible.

Comment être féministe dans une société comme la société péruvienne ?

Ce 8 mars, lorsqu'on a planifié la grève des femmes, l'une des premières choses qu'on a faite c'est de la concevoir comme une grève féministe, mais de continuer à l'appeler grève des femmes. En effet, les clichés sur le féminisme, qui l'associent au machisme, ont la vie dure. On doit toujours mettre en avant que le féminisme c'est la lutte pour l'égalité et non la lutte contre les hommes. Socialement, c'est donc encore difficile à assumer d'être féministe. Même au sein du syndicat, certains compagnons ont des frissons quand on parle de féminisme, sans comprendre que le syndicat devrait être par essence féministe et lutter pour l'égalité.

Un autre élément montre le degré de conservatisme de la société péruvienne. C'est la levée de boucliers qu'il y a eu lorsque le gouvernement a voulu intégrer le genre dans le programme scolaire. La réaction a été brutale, notamment de la part de la frange évangéliste de la population, qui a menacé de retirer leurs enfants de l'école et dit qu'ils n'utiliseraient pas les textes officiels. Selon eux, le ministère voulait nier qu'il existait des femmes et des hommes. Après la destitution de deux ministres, l'affaire a finalement été portée devant les tribunaux qui ont décrété (le 8 mars dernier) que le genre serait bien intégré dans le programme. Dans ce contexte, on voit qu'au Pérou il est non seulement risqué de parler de féminisme, mais aussi de genre, sans se faire accuser par les groupes conservateurs.

Par ailleurs, dans un pays multiracial comme le nôtre, nous sommes également confrontées à la question des privilèges, et notamment aux questions du féminisme blanc qu'on conçoit comme étant universel. Certaines camarades féministes sont conscientes de ces positions de privilège mais d'autres ne voient pas qu'il y a des réalités de vie différentes, et que dans une société raciste comme la société péruvienne, il y a des groupes et des collectifs qui se considèrent au-dessus des autres.

Malgré la grande diversité présente dans la « collective » féministe péruvienne, notamment avec les féministes radicales, les féministes trans ou les féministes historiques, les discussions ont lieu dans le respect. Ce qui n'est pas toujours le cas dans les syndicats où il y a une pratique de disqualification de la parole de ceux et celles qui ne sont pas d'accord avec ce qu'on défend. Dans les « collectives » féministes, il y a plus de respect envers les camarades qui pensent différemment. Elles travaillent de manière intégrée, permettant le renforcement les unes des autres et le respect de tout le monde quelle que soit leur opinion.

Ce 8 mars a donc été difficile à cause de ce contexte, mais on a vu beaucoup de détermination et de courage de la part des « collectives » féministes.

Comment la mobilisation a pu se faire pour le 8 mars ? Comment avez-vous procédé pour sensibiliser la population ?

En début d'année, une femme a été assassinée, brûlée par son ex-compagnon, des fillettes ont été violées. Dans la population péruvienne, les gens consternés par les féminicides et la prise de conscience qu'il faut faire quelque chose est forte par rapport à ce type de violence.

Cependant, malgré cette prise de conscience de la population, c'est encore compliqué. Non seulement il y a une question culturelle, mais aussi générationnelle. Moi, qui viens d'un milieu syndical et qui suis impliquée dans les « collectives » féministes, j'entends encore des femmes plus âgées qui sous-entendent que lorsqu'une femme est assassinée ou battue par son compagnon c'est qu'elle aura encore fait quelque chose pour mériter cela.

Pour continuer la sensibilisation de la population, cette année, la « collective » féministe a donc lancé une initiative qui s'appelait « carreo ». Faire du « carreo », c'est monter dans un bus public pour expliquer aux gens ce qu'est le féminisme et pourquoi on s'arrête le 8 mars. Des étudiantes des Beaux-Arts, des facultés de journalisme et d'administration, ont donc été, pendant un mois, faire ce « carreo ». Elles allaient dans les bus pour sensibiliser les hommes et les femmes sur les féminicides mais aussi pour montrer qu'au Pérou, la pauvreté a un visage de femme, comme en témoigne l'extrême précarité dans laquelle vivent les femmes travaillant dans l'économie informelle (dans laquelle il y a plus de femmes que d'hommes). Ces actions de « carreo » ont été vraiment puissantes : c'était un vrai processus collectif. On a travaillé à l'élaboration d'un document, un *fan-zine* qui faisait consensus, dans lequel nous parlions du nombre de féminicides, de comment le mouvement féministe avait évolué, au Pérou, en Amérique

latine mais aussi dans le monde, et sur les raisons et les manières de se rallier à la grève des femmes. Capter l'attention des gens dans un espace public est très compliqué. Les collègues ont réussi à le faire grâce à une chanson de rap. En la diffusant, les gens finissaient par être attirés par la musique et écoutaient ce que les femmes avaient à leur dire.

Ce processus a été très important pour se reconnecter aux gens. Aujourd'hui c'est important de pouvoir se reconnecter à la base, à l'ensemble de la population qui forme la base sociale des syndicats aussi. Nous sommes tous et toutes dans le même combat et c'est dès maintenant qu'il faut aller parler en face à face avec la population de ce qui se passe

“ En Amérique Latine, la profession de journaliste est très féminisée mais les hommes dirigent 90% des médias. ”

en termes de violences contre les femmes, mais aussi de leur parler des conditions de travail, et de l'importance de se rassembler et d'agir de manière collective. Ce 8 mars, même si c'est une dynamique qui a demandé beaucoup de temps et d'énergie, et beaucoup de gens pour pouvoir obtenir un résultat, le « carreo » a permis de se renforcer et se rendre compte qu'il y avait des femmes prêtes à donner leur temps pour ça.

Quels sont vos enjeux en tant que journaliste, au Pérou et en Amérique latine en général ?

Tant au Pérou qu'ailleurs en Amérique latine, la profession de journaliste est très féminisée. 80 % des étudiant-e-s en journalisme sont des femmes et ce depuis les dix dernières années. Dans les rédactions (digitales, TV, radio, presse écrite), le nombre de femmes est d'environ 70 %. Par contre, on constate que les hommes dirigent 90 % des médias. Des 12 médias nationaux, seul un est dirigé par une femme. La thématique du plafond de verre est une réalité dans le journalisme en Amérique latine.

Par ailleurs, le sexisme est présent dès l'embauche : si une femme est en âge de faire des enfants, avant de l'engager on lui pose la question « est-ce que vous pensez avoir des enfants ? ». C'est mon cas. Quand j'ai postulé pour le secrétariat général du syndicat, les collègues m'ont demandé si je voulais avoir des enfants avant de prendre leur décision. Je ne vais pas vous répéter ce que je leur ai répondu. (rires) #

Propos recueillis par Zoé MAUS, commission internationale du MOC-CIEP



Les 16 et 17 avril derniers se tenait la 97^e Semaine sociale du MOC. Intitulée « Le Mouvement social face à l'urgence écologique », elle a notamment accueilli des témoins de luttes et alternatives autour des objectifs et des modes d'action possibles pour mettre en œuvre une transition écologique. L'occasion de souligner à quel point la démocratie et le renforcement du pouvoir d'agir des hommes et des femmes sont au cœur de la transition écologique. Martin Hamoir, membre de la ZAD de Haren s'en est fait l'écho d'une manière particulièrement passionnante en témoignant de la richesse des interactions, activités, débats, formes d'entraide et luttes politiques qui fourmillent autour de la lutte pour la défense de ce quartier et de ce territoire et de la résistance au mégaprojet de prison que les autorités prévoient d'y implanter.



Un livre vient tout juste de paraître sur la lutte à Haren : *Ni prison, ni béton. Contre la maxi-prison de Bruxelles et son monde*. Il reprend une compilation des textes, tracts, photos, dessins, témoignages parus ces dix dernières années sur la lutte à Haren, ainsi que des textes et photos inédits. Résultat d'un travail collectif qui s'est étalé sur plus d'un an, ce recueil est réalisé à l'initiative de Jérôme Pelenc et avec le concours principal du comité des habitants de Haren et des membres d'une série d'associations présentes tout au long de la lutte. Pour en savoir plus sur le livre et la manière de se le procurer : <http://niprisonnibetonlelivre.be/> #

Ouvrage collectif, *Ni prison, ni béton. Contre la maxi-prison de Bruxelles et son monde*, Bruxelles, maelström reEvolution, 2019.

NOUS VOUS EN PARLIONS...

En décembre dernier, *Démocratie* tentait, avec l'aide des politologues Jean Faniel et Régis Dandoy, d'analyser les résultats des scrutins communaux et provinciaux. Avec en point de mire, les élections régionales, fédérales et européennes qui se sont tenues ce 26 mai. Dans les grandes lignes, leurs projections se sont avérées exactes. Tous deux anticipaient en effet un net recul des familles traditionnelles. De fait, les six partis des trois familles historiques (CD&V-cdH, MR-OpenVLD, PS-sp.a) ont tous reculé. Pour la première fois depuis l'instauration du suffrage universel (1919), sociaux-chrétiens, libéraux et socialistes n'ont plus la majorité au niveau du Parlement fédéral. Ni en voix ni en sièges. Plus marquant encore, quatre de ces partis ont atteint un plancher électoral historique. Il s'agit du PS, du sp.a, du cdH et du CD&V. Si nos deux politologues avaient également vu juste quant à une progression de la famille verte et du PTB-PVDA, ils n'avaient par contre pas prévu l'ampleur du succès du Vlaams Belang, qui redevient la deuxième force politique flamande. Conséquence directe de cet éclatement général des forces politiques : il sera particulièrement difficile de former une coalition fédérale. Si l'on ajoute à cela le fait que la Flandre a voté « plus à droite que jamais », que le sud est « toujours plus à gauche » et que les « exclusives » annoncées durant la campagne interdisent de nombreuses coalitions, les chances de former rapidement un exécutif sont faibles... #

<http://www.revue-democratie.be/index.php/politique-belge/1320-d-un-scrutin-a-l-autre-quels-enseignements>

Comité de rédaction

• M. BUCCI • V. DELVAUX • A. ESTENNE • P. FELTESSE • P. GEORIS
• P. LEDECO • L. LAMBERT • F. LIGOT • A. MAIA • T. MIESSEN
• V. ORUBA • P. PALSTERMAN • C. POLAIN • F. REMAN
• C. STEINBACH • A. TRIGALET

Rédacteur en chef Nicolas ROELENS

Journaliste Stéphanie BAUDOT

Photo Une © Pasere

Site : www.revue-democratie.be

E-mail : democratie@moc.be

Administration Lysiane METTENS tél. : 02 246 38 43

Avec le soutien de Mouvement Social srl

Éditeur responsable Pierre GEORIS

Centre d'information et d'éducation populaire du MOC (CIEP ASBL)

BP50 – 1031 Bruxelles

Démocratie est publié sans but lucratif

Pour recevoir *Démocratie*

Par domiciliation, demandez un avis de domiciliation en téléphonant

au 02 246 38 43 (ou via lysiane.mettens@ciep.be).

Vous payez 20 EUR par an ou 10 EUR par semestre.

Par virement bancaire, versez la somme de 25 EUR

(pour les 12 prochains numéros) ou de 43 EUR (24 prochains numéros)

sur le compte BE95-7995-8743-7658 avec la mention « DÉMOCRATIE ».

C'est l'une des dernières initiatives officielles prises par Maggie De Block au cours de la législature qui vient de se terminer. La ministre Open VLD en charge de l'Asile et la Migration qui (faut-il le rappeler) a succédé à Theo Francken, s'est mis en tête de poursuivre « l'œuvre » de son prédécesseur en proposant d'accompagner comme il se doit les demandeurs d'asile qui débarquent en Belgique. « Ils recevront, dès leur arrivée dans un centre d'accueil, un document à propos de nos normes et valeurs », clame-t-elle avec fierté. « NOS normes et valeurs ! ». Passons sur le fait que pareille démarche, déjà proposée au Parlement fédéral en 2016 avec une tonalité plus contraignante, avait été vidée de sa substance par le Conseil d'État. Et interrogeons-nous plutôt, au lendemain des élections du 26 mai dernier, sur ces « normes et valeurs » que nous pourrions imposer aux demandeurs d'asile... Parle-t-on bien des normes et valeurs partagées par presque 50 % des électeurs du pays qui se reconnaissent dans le vote N-VA, Vlaams Belang, Parti populaire ou autres Listes Destexhe ? Celles du repli sur soi, de la peur voire du rejet de l'autre qu'il soit pauvre, étranger ou simplement différent ? Celles qui font fi de toute solidarité, empathie ou bienveillance ? Celles portées par des partis enclins à bafouer les contre-pouvoirs et les minorités ? Maggie De Block, elle, est sûre de son fait : « Ici, les droits de l'Homme sont importants ! » Ce ne serait pas le moment de le prouver, là, maintenant, tout de suite ? #